

Avec le plan de relance européen, l'économie s'efface devant l'idéologie



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 16 décembre 2020

Source [Roland Hureaux] Lors du conseil européen des 10 et 11 décembre consacré au le plan de relance européen et au projet de budget pluriannuel, un nouveau psychodrame a été évité . Personne, en particulier les Hongrois et les Polonais ne voulait gâcher le pot de départ de Mme Merkel qui termine sa présidence de l'UE, sans doute la dernière. Mais la préparation a été rude. La Pologne et Hongrie ont à nouveau été mises au banc des accusés : elles bloquaient, dit-on, les vilaines, la relance de l'économie européenne.

La presse *mainstream* avait fait chorus pour les avertir : désormais ces pays doivent cesser de jouer les trouble-fêtes. Ils n'ont plus le vent en poupe (à cause de l'élection supposée de Biden) ; ils ont intérêt à se ranger.

Un plan de relance illusoire

Double malentendu. D'abord de quel plan de relance parle-t-on ?

Le PIB européen, donnée annuelle, était en 2019 de 150 000 Milliards d'euros. Le plan de relance représente 750 milliards (prêts et dons compris) mais sur sept ans.

Ce fameux plan de relance représente donc $750\,000 : 7 = 107$ milliards par an, soit 0,71 % du PIB européen à partager en 27, sachant que 37 % doivent être consacrés à la lutte contre le réchauffement climatique, construction d'éoliennes et tutti quanti. Voyez ce qui reste pour l'économie normale. Et c'est sur cela que l'on compte pour faire une relance ?

La seule vraie relance de fera à l'échelon national : déjà l'Allemagne, grâce à son excédent commercial colossal et à son endettement minimal, annonce un méga plan de 1100 milliards. Onze fois plus que le petit plan français de Macron, de 100 milliards et fortiori plus que les autres pays.

La vraie relance pour ces derniers, s'il y en a une, viendra non de Bruxelles mais de Francfort où la BCE rachète largement, au titre du *quantitative easing* les prêts des banques aux Etats. Sans ce secours d'une ampleur bien plus importante que le prétendu plan de relance, l'Etat français ne pourrait plus payer ses fonctionnaires. C'est ce qui s'appelle vivre à crédit.

Comprenons que le vrai but de ce pseudo-plan est politique, pas du tout économique, il est de faire avancer l'intégration européenne en instaurant, ce qui jusque-là n'avait jamais été fait : un emprunt européen, parfaitement contraire aux traités . La Commission européenne et la France ont tout fait pour obtenir cette « avancée » vers la supranationalité. Macron est même allé, pour vaincre les résistances, jusqu'à sacrifier l'intérêt financier de la France (comme si elle pouvait se le permettre !). Les pays du Nord (les « pingres ») ont obtenu une baisse de leur cotisation normale fondée sur la richesse, les pays du Sud une part substantielle des crédits, plus que proportionnelle à leur population, de peur qu'ils ne quittent l'Union, comme l'a fait le Royaume uni. La France, elle, n'a eu ni l'un ni l'autre et payera plus qu'elle ne recevra ! Tout cela pour faire droit au grand dessein européen de son président, plus important à son gré que les intérêts basement matériels des Français.

Des conditions purement idéologiques

Premier enfumage donc : qu'il y ait vraiment un plan de relance. Deuxième enfumage : le prétendu blocage de la Pologne et de la Hongrie (auxquelles s'est jointe par solidarité la Slovaquie) : il n'y aurait eu aucun blocage si la commission, avec l'aval des principaux Etats, n'avait soumis l'accord à des conditions politiques parfaitement superfétatoires. Officiellement il s'agit de renforcer l'Etat de droit dans les pays suspects, soit les susnommés, notamment l'indépendance de la justice et le pluralisme de la presse. Cela fait bien rire quand on voit ce qu'il en est en France, voire en Allemagne ! En réalité, il leur est reproché leur fermeture à l'immigration et leur réticence à s'aligner sur ce que sont désormais les normes sociétales européennes en matière d'avortement ou de mariage homosexuel. Plus fondamentalement, le mini plan de 0,7 % du PIB européen a été conçu à Bruxelles comme un moyen de renforcer la tutelle politique sur l'ensemble des Etats, cette conditionnalité ouvrant la voie à un contrôle accru des politiques intérieures de toute nature. On est, comme on voit, très loin de l'économie !

Mais pourquoi donc la commission s'est-elle compliquée la vie en imposant ces conditions politiques au plan de relance ? Pour le comprendre il faut le resituer dans la chaîne des forces mondialistes qui ont décidé de faire du COVID une occasion pour un *reset* mondial. Un *reset*, cela veut dire une remise à plat de l'organisation du monde dans le sens souhaité au Forum de Davos, au club du *Bilderberg*, à la Trilatérale etc. et dans le cas d'espèce, de faire avancer de manière décisive toute une série de politiques auxquelles les peuples renâclent : la lutte contre le réchauffement climatique, la désindustrialisation qui va avec le priorité environnementale, et en Europe la supranationalité, en vue de faire abandonner aux Etats de manière définitive les quelques prérogatives qui leur restent. La conditionnalité est une application du *reset*. Tous ceux qui croient vraiment à une politique de relance, sont dupes d'une gigantesque tromperie.

Reste à savoir qui a gagné à l'accord conclu à l'arraché. La presse du courant principal a célébré la victoire remportée sur les récalcitrants qui ont accepté les conditions, en particulier celle de respecter l'Etat de droit. Ils ont sans doute été soumis en coulisses à de très fortes pressions de l'Allemagne, d'autant plus efficaces qu'ils auront, surtout la Pologne, une part importante du gâteau promus (alors quels sont été peu touchés par le Covid, peut-être en raison de la fermeture de leurs frontières).

Pourtant Monsieur Soros est furieux : dans un article publié par *l'Obs*, plus ouvert aux milliardaires qu'aux « populistes », il accuse les mêmes dirigeants de ces pays d'aimer trop l'argent (!) et l'Union européenne de leur avoir tout cédé. On ne fait certes pas de bon accord sans ambiguïtés. Pour notre part, il nous étonnerait que, sur le fond, ces pays aient définitivement aliéné des éléments essentiels de leur indépendance. Les gens de Bruxelles croient y arriver. Comme ceux qui ignorent l'histoire, ils ne savent pas que la Hongrie occupée par les Turcs, a lutté pendant plusieurs siècles pour les chasser, la Pologne avait perdu la sienne de 1795 à 1918. Pologne et Hongrie ont été soviétisées de force entre 1945-48 et 1990.

Ces pays ont le flair pour reconnaître une démarche idéologique : face au projet mondialiste porté par Bruxelles, ils sont sur un terrain qu'ils ne connaissent que trop. Qui peut croire qu'ils vont remettre leur destin, en particulier tout ce qui touche à leur politique migratoire, entre les mains des de la machinerie de l'UE ?

Oui, la bataille en cours n'est que secondairement économique ; elle est essentiellement idéologique.

Roland HUREAUX